



NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France

SOMMAIRE

Page 1-2

L'ARTICLE DU MOIS
**Pour une information
 alternative, fiable et de
 qualité**

Page 3

VU DANS LA PRESSE
 Pugilat !

Page 4

L'ACTUALITE DU CHF
 L'heure des Assemblées
 Générales

EDITORIAL

mai 2012 - n°107

Depuis sa création, dans les années 80, qui précèdent et suivent la chute de la dictature Duvalier, le Collectif Haïti de France a toujours considéré que l'information était fondamentale. Informer « les amis d'Haïti » mais aussi les responsables d'associations et le grand public de la situation en Haïti, tel a été dès à l'origine le rôle du bulletin hebdomadaire 'Une Semaine en Haïti' (USH) puis du mensuel 'Nouvelles Images d'Haïti' (NIH).

Soutenir également les médias démocratiques haïtiens, gage de liberté d'expression et d'association et relayer leur parole au-delà des soubresauts politiques, des effets d'annonce et de l'obscurité de certains commentaires officiels, tel est aujourd'hui encore notre engagement.

La défense d'une information citoyenne ancrée dans le tissu social, économique et culturel haïtien paraît d'autant plus essentiel aujourd'hui dans le cadre de la 'Reconstruction'. C'est ce que nous faisons à travers notre partenariat avec le Groupe Médialternatif (GM), fondé en décembre 2001 par des journalistes haïtiens dans la perspective d'une communication démocratique et de l'accès aux médias, et son agence de presse : Alterpresse.

L'ARTICLE DU MOIS

Pour une information alternative, fiable et de qualité

Alterpresse est une agence alternative de presse mise en service en janvier 2002. Elle a pour champ d'action prioritaire l'information sur les processus politiques, économiques, sociaux et culturels impliquant les acteurs des mouvements sociaux, des mouvements d'entrepreneuriat collectif, des organismes de promotion, de défense des droits humains et d'appui au développement. Le partenariat du CHF avec Alterpresse est soutenu par la Fondation Connaissance et Liberté (Fokal), fondation haïtienne qui a fait le choix d'appuyer les secteurs porteurs de changement de la société.

Quels sont les fruits de ce partenariat ?

Depuis mai 2009, l'équipe de l'agence en ligne Alterpresse du Groupe Médialternatif, cueille, traite et rédige les informations marquantes de l'actualité haïtienne, les quatre ou cinq événements les plus importants de la semaine – de manière objective et non alarmiste. Elle y joint des informations sur des thématiques peu traitées généralement et qui rejoignent les préoccupations du CHF sur les dynamiques paysannes, la décentralisation, la souveraineté alimentaire par exemple. Le CHF édite ces informations et les diffuse, dans le bulletin hebdomadaire USH, à 500 lecteurs de France et d'Haïti.

Ouvrir l'accès et la production de l'information : les télécentres.

Il va s'en dire qu'en Haïti, les difficultés techniques, économiques et géographiques rendent difficile l'accès aux télécommunications pour un grand nombre de citoyens. L'expérience des télécentres est à ce titre intéressante, elle remonte aux années 80, dans diverses parties du monde. Un télécentre fournit aux communautés les ressources, les compétences et les liens nécessaires pour améliorer leur niveau d'information, ce qui assure in fine un développement personnel, social et économique des usagers, une meilleure connaissance de leur environnement et une augmentation de leur capacité d'action.

En Haïti, dès 2003, le GM avait mis en place un 'télécentre des jeunes'. Il a fonctionné durant 7 ans à Port au Prince, dans la zone de Delmas, recevant plus de 5000 jeunes par an, garçons et filles, jusqu'au séisme de janvier 2010 qui a détruit les locaux du GM.

Suite au séisme le GM s'est soucié d'apporter aux personnes déplacées, vivant dans les camps, et en particulier aux jeunes, un accès à des sources d'information et de documentation diversifiées. Il a établi un service itinérant et communautaire d'accès à Internet et d'utilisation des techniques d'information et de communication (TIC) : un télécentre mobile.

Ce télécentre mobile mis en œuvre, dès juin 2010, avec l'appui de l'UNESCO, de Reporters sans Frontières, de la Fondation AFP et du CHF (achat de 10 ordinateurs portables, de matériel et de mobilier, formation des animateurs...) a fonctionné dans 6 camps de la région métropolitaine. Chaque lieu recevait 60 personnes le jour où le télécentre mobile était présent, à raison de 10 personnes par groupe et par heure. Les bénéficiaires étaient regroupés selon qu'ils avaient déjà une connaissance en informatique ou qu'ils débutaient. Au bout d'un an, le bilan montrait que plus de 2000 jeunes avaient bénéficié du projet et que 6 blogs collectifs, un pour chaque camp, avaient été mis en place et que des difficultés techniques avaient parfois ralenti le projet.

A la fin 2011, beaucoup de personnes déplacées ont quitté les camps et le GM ne souhaitait pas s'inscrire dans une démarche de maintien des activités dans les camps, aussi, après mure réflexion, il a été décidé de réduire le nombre de camps desservis par le télécentre mobile et d'accorder plus de temps à trois espaces ciblés : la bibliothèque Justin Lhérisson à Carrefour, l'APROSIFA à Carrefour Feuilles et le camp Tabarre Issa à Tabarre. Ces espaces ont été privilégiés dans la mesure où ils représentent des structures communautaires ou culturelles déjà en place et implantées au niveau local ce qui permet d'insérer les activités du Télécentre Mobile

au sein d'une communauté déjà constituée et mobilisable ainsi qu'une protection des équipements. Il est à noter que c'est la structure communautaire qui se responsabilise par rapport au projet du télécentre, elle bénéficie de l'appui et de l'accompagnement du GM pour développer ses animations. La stabilité du projet permet en outre de proposer d'autres types d'animation comme la projection de films documentaires ou l'organisation de débats. Enfin l'intérêt de cette expérience, devenue mobile dans l'urgence, demeure dans la possibilité d'accompagner le processus vers la construction d'un système fixe sur les trois lieux d'intervention actuels et de constituer ainsi un réseau de télécentres communautaires dans la région métropolitaine.



Légende : deux jeunes utilisant les services du télécentre mobile à Carrefour-Feuille, février 2011

Élargir l'information : des pigistes en région

Recueillir et accompagner la création de l'information par les forces sociales du pays est une de nos préoccupations, nous le soulignons. Aller au-delà de la capitale, connaître la vie des provinces, donner la parole à leurs habitants est une nécessité. C'est pourquoi aussi Alterpresse avec le soutien du CHF a engagé fin 2010 un réseau de pigistes en régions apportant des nouvelles, des expériences, des réactions venues de l'ensemble du territoire. Ces articles nourrissent en partie les informations que le CHF reçoit d'Alterpresse et vous transmet chaque semaine dans USH. Ces pigistes sont actuellement au nombre de 10 dispersés dans les divers départements. Nous avons pu rencontrer l'un d'entre eux, Pierre Paul Ancion, pigiste dans le Sud-Est, près de Jacmel. Journaliste de formation, il a un parcours professionnel notamment d'homme de radio et a été sollicité par Gotson Pierre, coordinateur d'Alterpresse, comme pigiste. Il est en contact avec d'autres pigistes du projet, il choisit le plus souvent les sujets lui-même mais, dans certains cas aussi, Alterpresse le sollicite directement pour un sujet précis. Il nous dit aimer travailler ses dossiers à partir d'enquêtes au plus près de la vie des personnes et sur la durée et éviter les 'sujets à chauds'. Pour ses pigistes il utilise son matériel personnel: ordinateur, dictaphone

zoom, camera. Pierre Paul émet certaines critiques : notamment l'éloignement de la rédaction et parfois donc le manque de réactivité et ses conditions de travail; il a à sa propre charge ses frais de déplacement pour ses reportages.

Voilà comment, en Haïti, des partenaires s'efforcent d'élargir l'information, avec la volonté,

l'imagination et le souci de travailler en équipe, avec des acteurs locaux ancrés dans des dynamiques urbaines et rurales de proximité. Ils le font en prenant la pleine mesure que l'amélioration de la qualité de l'information demande de vrais échanges de coordination et du temps : le temps dynamique des exigences partagées et de la confiance.

VU DANS LA PRESSE

Le Matin, du 4 au 10 mai 2012, Pugilat ! Par Daly Valet

Entre le président Michel Martelly et la presse indépendante d'information et d'opinion, un dilemme : comment un président en exercice peut-il continuer à exercer ses fonctions efficacement quand il se complaît dans son mépris paternaliste vis-à-vis des journalistes ? Comment la presse elle-même pourra-t-elle continuer à informer et analyser efficacement dans sa méfiance caractérialisée envers un Michel Martelly au tempérament frondeur et qui a fait le choix, inutile et improductif d'intérêts, d'embrayer ses rapports avec les journalistes sur le mode de l'irrévérence et du paternalisme ?

Les deux parties semblent se tolérer, de force, sous l'effet des contraintes, sans s'accepter véritablement par consentement mutuel. Il faut dire que notre président de la République ne déploie pas assez d'efforts pour déminer le terrain. Il cède souvent aux tentations nuisibles et aux débordements langagiers lors d'une question qui dérange. Comme si la presse constituait cet autre corps armé de stylos, d'ordinateurs, de caméras et de micros qui ne demandait qu'à être enrégimenté dans une armée faite de bric et de broc à la défense du pouvoir. Il y aurait ici malentendu. Les inimitiés entre le Palais national et la presse découlent d'une vision plébiscitaire du pouvoir politique, laquelle aménage peu de place à la dissidence et à la reconnaissance d'une presse qui ne soit pas aux ordres et qui fonctionne autrement qu'en excroissance sympathique des services officiels de relations publiques. Monsieur Martelly et son équipe, peuplée de figures d'ancien régime, vont devoir grandir pour s'adapter à la nouvelle donne démocratique. Le même devoir d'adaptation s'impose aussi à ces journalistes, anti-martellystes pugnaces, qui devront accepter, dans la civilité républicaine, que M. Martelly reste le président de tous les Haïtiens pour les quatre prochaines années.

Le chef de l'État n'a jamais fait mystère de son aversion de la lecture. Cet éditorial a toutes les chances de ne pas être soumis à son propre examen critique. Des passages, lus sous des prismes déformants,

peuvent lui être rapportés. La République ne mourra sans doute pas. S'il y aurait, là, insulte, elle est ingurgitée, digérée et déjà oubliée. Que M. Martelly invite des responsables de médias, un 3 mai, journée mondiale de la Liberté de presse, pour leur dire que cette liberté sera garantie durant son mandat, leur faire, dans le même temps, en professeur fouettard, tout un cours de déontologie journalistique, et leur signifier son dégoût actuel de ce qui se fait et se dit à la radio en Haïti, voilà qui n'est pas pour tempérer notre atmosphère tropicale si sulfureuse.

Des vétérans de la presse, comme notre consœur Liliane Pierre-Paul, assimilent les propos du Président à de l'insulte inacceptable au jour sacré de la liberté de la presse. D'autres avaient tout simplement boudé l'invitation présidentielle pour ne pas « s'exposer, dans l'impuissance, aux insultes ». Beaucoup de dirigeants de médias y avaient, cependant, répondu favorablement et en sont revenus avec des sentiments mitigés. Dans l'ensemble, M. Martelly, certains journalistes de renom et patrons de presse présents, des gorges chaudes et profondes, nous semblent avoir tout compris, sauf la vraie nature du métier de journaliste et le prestige qui lui sert de compagnon obligé. On n'expose pas ses misères de propriétaire de média et ses lacunes en face d'un président méprisant et hautain envers la presse. L'obole du mendiant camouflé, faussement sympathique, n'avait pas sa place ce 3 mai au Palais national.

Les rapports entre cette presse, pas assez professionnelle et rebelle, et ce Palais national, peu professionnel et belliqueux, risquent de se déployer pour longtemps encore sur le mode du pugilat. Autrement dit, la confrontation musclée et l'insulte douceuse permanentes comme mode opératoire privilégié. C'est un bon signe que le Premier ministre entrant, Laurent Lamothe, semble, en pragmatique, avoir mieux évalué, que son ami président, les bénéfices politiques à engranger, d'un investissement intelligent et stratégique, dans des rapports cordiaux avec la presse.

L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAITI DE FRANCE

Assemblée Générale du CHASO, membre du CHF

Samedi 31 mars dernier, le Collectif Haïti Solidarité Oise (CHASO) a tenu à Creil, sa deuxième Assemblée générale depuis sa création en janvier 2010. Lors de cette AG, il a été voté la fusion du CHASO avec l'Association Franco-Haïtienne de Solidarité et d'Echanges Culturels (AFHSEC) sous le nom d'AFHSEC/CHASO. Cette fusion a pour effet de regrouper les objectifs des deux associations et de profiter des forces vives des deux associations pour gagner en efficacité.

Assemblée Générale du CHAMP, membre du CHF

Samedi 5 mai a eu lieu l'Assemblée Générale du Collectif Haïti des Associations de Midi-Pyrénées (CHAMP). Composé de 8 associations (*Association France Amérique Latine Toulouse, Codev Occitanie, Association Amitié et Solidarité avec Haïti, Fondation Max Cadet d'Haïti Relais France-Europe, Grandir en Haïti, Terres des Montagnes, Haïtimoun, Aide aux Enfants d'Haïti*), le CHAMP a effectué son bilan des activités 2011, en rappelant notamment:

- le rassemblement « Pour ne pas oublier Haïti » Place du Capitole Toulouse 17 janvier,
- la conférence-débat avec Rose-Anne AUGUSTE Présidente de l'APROSIFA et représentante de la Société Civile à la CIRH sur le Thème « Haïti

Assemblée Générale du Collectif Haïti de France

Samedi 12 mai aura lieu l'Assemblée Générale annuelle du CHF. Le débat de l'après-midi, en la présence de Michel Forst, expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme en Haïti, tournera autour des questions suivantes : *Quelle analyse faisons-nous aujourd'hui de la situation politique d'Haïti ? Qu'est-ce, pour nous, le*

Erratum à propos du n°106

Dans l'article principal du précédent NIH, numéro 106, intitulé « Comment vit-on aux Abricots ? Au Paradis des Indiens, la création continue », nous souhaitons apporter une correction à l'avant-dernier paragraphe, page 2: « " Enfin, Cités Unies France et la Fondation de France (CUF) vont construire le lycée d'enseignement général aux Abricots".

Reynold Henrys, membre du CA du CHF a assisté à cette Assemblée générale. Il a pris la parole pour saluer le dynamisme du CHASO et en a profité pour présenter le nouveau Guide des bonnes pratiques, que vient de publier le CHF et parler du dernier numéro de NIH, dans lequel est parue un article d'Emeline Sauvignet sur les Abricots, réalisé à la suite de son accompagnement comme observatrice de la délégation du CHASO en visite aux Abricots.

- les deux ateliers d'écriture pour effectuer 6 dossiers de demande de financement aux Collectivités Territoriales pour 4 Associations du CHAMP.

La volontaire en service civique, travaillant au CHF depuis 5 mois, était présente à cette AG pour prolonger l'enquête menée auprès des associations et collectifs régionaux membres du CHF. La coordinatrice était également au rendez-vous pour resserrer le lien existant entre le CHAMP et le CHF, ainsi que pour desceller les points forts du CHAMP pour transmettre des idées aux autres collectifs régionaux.

« développement d'Haïti »? Quel rôle attribuons-nous aux associations regroupant des citoyens en France et à celles regroupant des citoyens en Haïti ? Pour quelles solidarités?

La journée sera rythmée, comme l'année dernière, par des lectures de textes d'auteurs haïtiens, par « Haïti: Lectures d'avenir ». Venez nombreux !

Par ailleurs, nous n'oublions pas que le Collectif 35 des Amis Haïti a également fait partie des premiers à répondre à l'appel de Jean-Claude Fignolé suite au séisme du 12 Janvier 2010, pour notamment participer à l'achat de matériels agricoles et de semences.